

BAROMÈTRE DE L'OPINION
**PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU
ET LES MILIEUX
AQUATIQUES**

**QU'EN
PENSENT
LES
FRANÇAIS**

DOSSIER DE PRESSE

Une étude réalisée par



SOMMAIRE

- 3** Les grands enseignements
- 7** Notoriété et perception par les Français des enjeux liés à la gestion de l'eau et à la préservation des ressources
- 17** Les différentes causes perçues de la dégradation des ressources en eau
- 21** Les actions prioritaires en matière de gestion de l'eau et de préservation des ressources
- 25** La satisfaction globale et détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa propre région
- 29** La propension au changement et à l'investissement personnel
- 33** La méthodologie

BAROMETRE DE L'OPINION

PRESERVER LES RESSOURCES EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS

Contexte général

Ce baromètre d'opinion inédit, mis en place à l'initiative du Ministère en charge du développement durable, des Agences de l'eau et de l'Onema, en partenariat avec l'Institut IFOP, est un nouvel outil au service des élus et de tous les acteurs responsables de la politique de l'eau et de la préservation des ressources et des milieux aquatiques, en particulier les Comités de bassin dans les régions.

Pourquoi cet outil ?

D'importants programmes de préservation, soutenus par des moyens publics, sont mobilisés dans notre pays pour la reconquête du bon état des eaux superficielles et des eaux souterraines, des zones humides, des eaux côtières... Le Grenelle de l'environnement jouit d'ailleurs d'une forte notoriété (84 % de nos concitoyens en ont entendu parler).

« **Ce que pensent les Français** » est donc un indicateur indispensable, pour les acteurs de cette politique de l'eau et les pouvoirs publics, de la perception des enjeux et des réponses apportées.

Il est apparu qu'il fallait approfondir, et surtout donner de la continuité, après la grande consultation sur l'eau de 2008, à la connaissance de l'opinion de nos concitoyens car les problèmes liés à la préservation des ressources en eau font souvent l'objet d'actualités désormais récurrentes et malheureuses.

Quels sont les grands enseignements de cette première édition ?

1^{er} enseignement : les Français sont particulièrement sensibles aux enjeux écologiques et de santé publique liés à l'eau et aux milieux aquatiques.

Ils placent en effet, avant même la question du prix de l'eau (32 %), 4 enjeux écologiques prioritaires en tête de leurs préoccupations :

- la bonne gestion de l'eau de « la planète » : 51 %,
- la préservation de tous les milieux aquatiques : 49 %,
- la qualité de l'eau du robinet : 48 %,
- la réduction de la pollution de l'eau des rivières : 47 %.

2^{ème} enseignement : les Français établissent une relation directe entre les diverses activités humaines et la dégradation des milieux aquatiques et les risques liés à l'eau,

en mentionnant en priorité :

- l'utilisation des pesticides : 75 %,
- les substances dangereuses : 49 %,

mais aussi l'usage des produits domestiques :

- d'entretien et de bricolage : 56 %,
- de jardinage : 49 %,

les causes principales d'inondation :

- les constructions dans les zones à risques : 69 %,
- l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols : 62 %.

Les grands « remèdes » à envisager sont aussi cernés :

- traiter les eaux usées : 94 %,
- réduire les substances dangereuses : 92 %,
- mieux gérer les usages de l'eau : 90 %,
- mieux gérer les eaux de pluie en ville : 89 %,
- réduire les obstacles sur les cours d'eau : 83 %,
- redonner à la rivière son cours naturel : 80 %.

3^{ème} enseignement : au-delà de cette perception « planétaire » des enjeux et des remèdes, le lien entre l'eau potable et la qualité des ressources en eau dans le milieu naturel n'est (toujours) pas véritablement fait.

Les Français sont en effet, pour ce qui les concerne plus personnellement dans la hiérarchisation des enjeux environnementaux globaux :

- fortement préoccupés par la qualité de l'eau potable : 52 %,
- et (paradoxalement...) moins nettement par l'état des rivières, des lacs et du littoral : 29 %.

Cela implique, à l'évidence, de la part des responsables, davantage d'explications sur la réalité et l'importance de cette relation.

4^{ème} enseignement : les Français sont majoritairement satisfaits de la gestion de l'eau dans leur région (74 %). Toutefois, la perception qu'ont les Français de la gestion de l'eau, au vu de sa complexité, reste encore imprécise, et c'est pourquoi leur priorité pour garantir durablement une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques va d'abord à l'éducation, la sensibilisation et la formation de tous les publics (41 %), avant le renforcement des contributions financières (25 %) et l'application de la réglementation (14 %).

Une fois encore, la meilleure compréhension des enjeux et de la relation entre les problèmes posés et les solutions apportées, de l'organisation des responsabilités entre les différents acteurs et parties prenantes, apparaît un élément essentiel de renforcement de l'adhésion aux politiques publiques.

5^{ème} enseignement : 61 % des Français font d'abord confiance aux maires et présidents d'intercommunalités en matière de gestion de l'eau

On peut donc dire que la vision des problèmes de l'eau par nos concitoyens se situe plutôt sur un plan « universel », qui placerait l'Europe à un plan de planificateur (10 % des citations) mais que, dans la pratique, même si leur connaissance reste diffuse au vu de la complexité de la matière, ils font confiance à l'action locale et à leurs élus.

On peut ainsi souligner la dualité entre une perception assez « globale » des enjeux, et dans le même temps le sentiment que c'est surtout l'action « locale » qui permettra d'adapter au mieux les réponses.

6^{ème} enseignement : les Français souscrivent majoritairement aux solutions novatrices qui leur sont proposées :

- l'entretien des espaces verts sans pesticides : 96 %,
- l'effacement de barrages : 54 %,
- la modification d'un méandre d'une rivière : 52 % ;

et se disent prêts, à titre personnel, à adopter des comportements favorisant la préservation des ressources en eau :

- respecter les limitations d'eau : 96 %,
- acheter des équipements économes en eau : 60 %,
- acheter des produits bio : 60 %.

Cela devrait donc conforter les élus, en particulier, qui engagent des initiatives innovantes et veulent impulser des changements de pratiques dans leur commune et sur leur territoire.

Il y a beaucoup d'autres aspects dans cette enquête. En particulier, 70 % des Français approuvent les actions de solidarité Nord-Sud des agences de l'eau et des collectivités.

Cette enquête nationale dont c'est ici la première édition, a vocation à se renouveler régulièrement, ce qui permettra de mieux mesurer les évolutions au fil du temps. Elle est aussi structurée pour permettre une exploitation plus « régionale » à l'échelle de chacun des grands bassins métropolitains, que les Comités de bassin pourront valoriser dans la perspective des futures consultations publiques sur les documents de planification (SDAGE/DCE*, directive inondation, DCSMM*...) et de la préparation des futurs programmes d'intervention des agences de l'eau.

L'ensemble des données est disponible sur le site www.lesagencesdeleau.fr

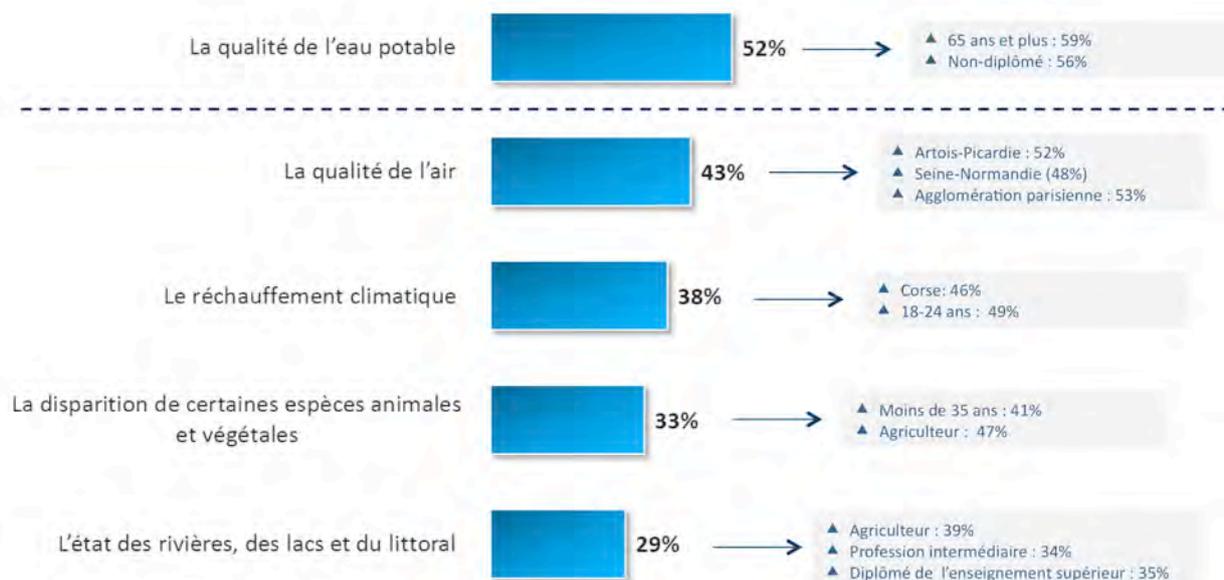
SDAGE/DCE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux / directive cadre sur l'eau
DCSMM : directive cadre stratégie pour le milieu marin

Notoriété et perception par les Français des enjeux liés à la gestion de l'eau et à la préservation des ressources

- La qualité de l'eau potable (52%) et la bonne gestion des ressources en eau de la planète (51%), **sujets majeurs de préoccupations environnementales des Français.**
- **Les collectivités locales et les élus (61%) : premier acteur « de confiance »** pour la gestion de l'eau.
- Des problèmes liés à l'eau **minoritairement associés à sa propre région.** La disparition des milieux aquatiques très peu perçue (30%).
- **Une connaissance diffuse des termes et/ou programmes liés à l'eau.** Le Grenelle de l'environnement le plus connu (84%), la loi sur l'eau et les milieux aquatiques en 2^{ème} position (43%).

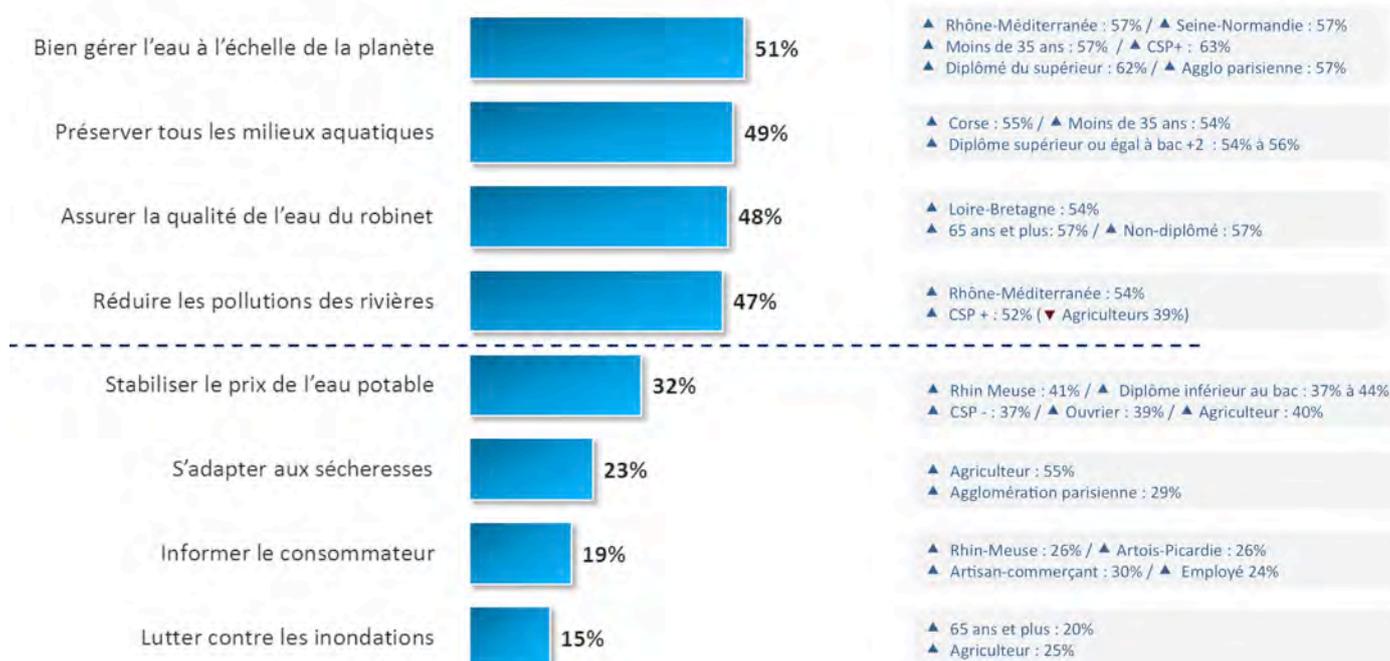
Les sujets environnementaux les plus préoccupants

Question : Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent personnellement le plus ?



Les enjeux les plus importants dans le domaine de l'eau

Question : Parmi les propositions suivantes, pouvez-vous me dire quels sont les enjeux qui vous paraissent les plus importants pour l'eau d'une manière générale ?



La qualité de l'eau potable et la bonne gestion des ressources en eau de la planète sont des sujets majeurs de préoccupations environnementales des Français.

A la question des sujets environnementaux les plus préoccupants, plus d'un Français sur deux cite en premier lieu une thématique qui concerne et impacte directement le quotidien, à savoir la qualité de l'eau potable (52% de citations). Elle devance d'autres sujets plus globaux et plus difficilement perceptibles tels que la qualité de l'air (43% de citations), le réchauffement climatique (38%), la disparition de certaines espèces animales et végétales (33%) et **sensiblement plus en retrait l'état des rivières, des lacs et du littoral (29%).**

Dans le détail, certaines disparités se font jour selon les différentes catégories de population étudiées. Tandis que les personnes les plus âgées mentionnent surtout la qualité de l'eau potable (59%, +7 points par rapport à la moyenne), les plus jeunes se distinguent en étant particulièrement sensibles à la disparition de certaines espèces animales ou végétales (41% contre 33% en moyenne), un sujet qui est également jugé très prioritaire par les agriculteurs (47% de citations, soit la deuxième priorité identifiée pour cette catégorie de répondants).

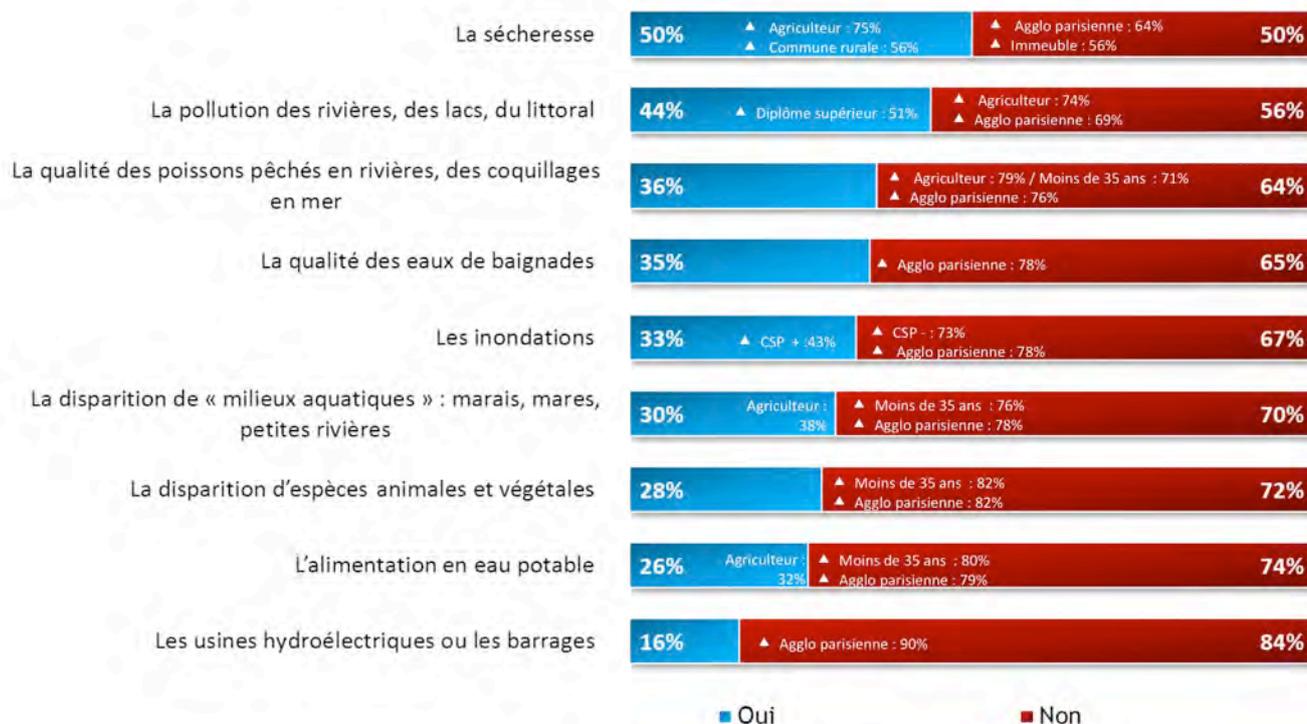
Dans le domaine des ressources en eau plus spécifiquement, quatre enjeux sont identifiés par les Français dans des proportions similaires (47% à 51% de citations) comme étant les plus importants, aucun ne se détachant réellement, tous ayant pour point commun la protection et la préservation des ressources en eau. Il s'agit de la bonne gestion de l'eau à l'échelle de la planète (51%), de la préservation des milieux aquatiques (49%), de la qualité de l'eau du robinet (48%) et de la réduction de la pollution de l'eau des rivières (47%). Les quatre autres enjeux testés sont distancés et apparaissent dès lors comme plus secondaires pour les Français. Le prix de l'eau ne figure qu'en cinquième position dans la hiérarchie des enjeux perçus liés à l'eau (32%), soit un résultat un peu surprenant compte tenu du contexte économique actuel, suivi de l'adaptation aux sécheresses (*un sujet qui intéresse en revanche majoritairement et prioritairement les agriculteurs ; 55% de citations*), de l'information aux consommateurs (19%) et enfin de la lutte contre les inondations (15%).

Précisons sur ce dernier point, que le terrain d'enquête s'est terminé avant les récents événements climatiques qui ont provoqué de nombreuses inondations dans le sud de la France.

La catégorie socioprofessionnelle, le niveau de diplôme et le lieu de résidence constituent les critères les plus clivants sur cette question.

La notoriété de différents problèmes liés à l'eau dans sa région

Question : Dans votre région, avez-vous connaissance de problèmes liés à l'eau concernant... ?



La notoriété de différents problèmes liés à l'eau dans sa région - Le détail par bassin : « récapitulatif : Oui » -

Question : Dans votre région, avez-vous connaissance de problèmes liés à l'eau concernant... ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
La sécheresse	50	55	38	59	69	31	59	40
La pollution des rivières, des lacs, du littoral	44	49	37	37	50	34	52	35
La qualité des poissons pêchés en rivières, des coquillages en mer	36	41	32	32	40	27	43	27
La qualité des eaux de baignades	35	39	29	39	43	27	44	26
Les inondations	33	26	41	28	33	32	42	27
La disparition de « milieux aquatiques »	30	35	22	34	34	28	34	25
La disparition d'espèces animales et végétales	28	29	22	36	36	27	29	23
L'alimentation en eau potable	26	28	20	34	33	23	26	26
Les usines hydroélectriques ou les barrages	16	16	9	22	19	16	21	12

Remarque : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

Des problèmes liés à l'eau minoritairement associés à sa propre région. La disparition des milieux aquatiques très peu perçue.

Un Français sur deux (50%) a connaissance de problèmes de sécheresse dans sa région, une proportion qui atteint 75% chez les agriculteurs et 56% chez les personnes vivant en milieu rural, un ressenti également très présent dans quatre des sept bassins, Adour-Garonne (69%), Rhône-Méditerranée (59%), Corse (59%) et Loire-Bretagne (55%).

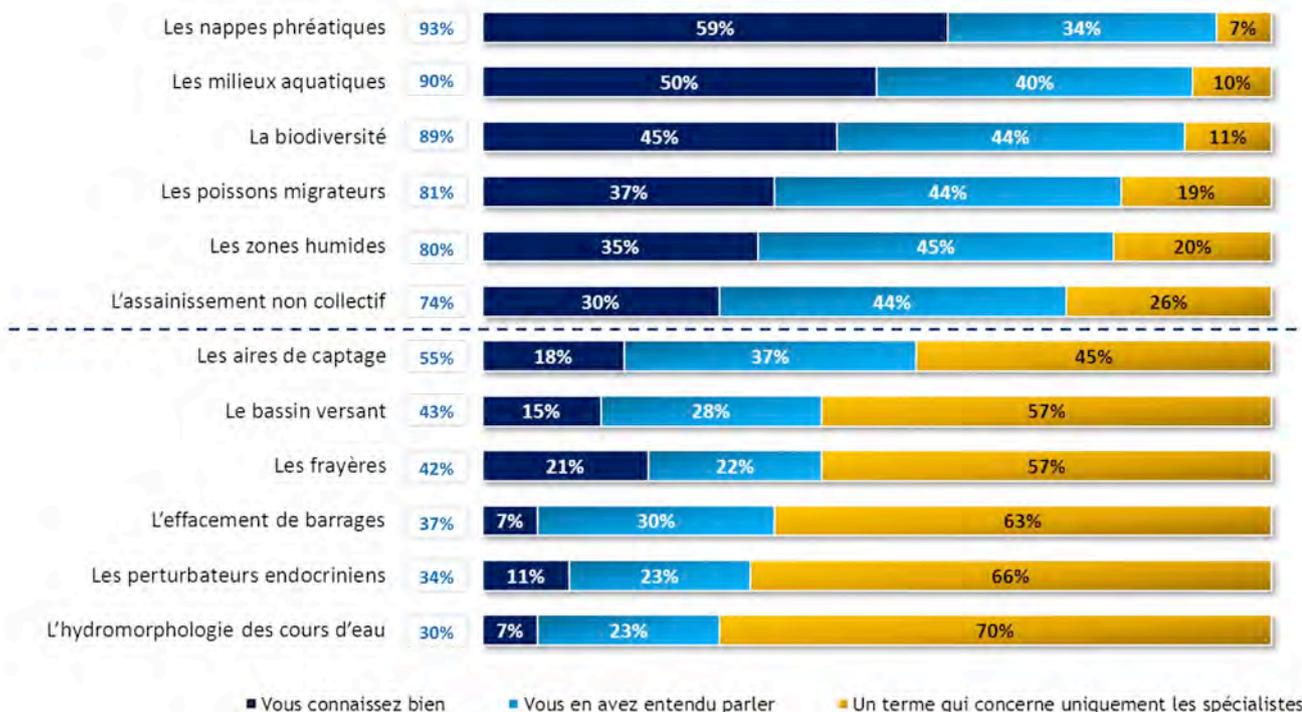
S'agissant des huit autres problèmes testés, la majorité des personnes interrogées ne les associent pas à des problèmes rencontrés dans leur région. Les usines hydroélectriques ou les barrages (84%), l'alimentation en eau potable (74%), la disparition d'espèces animales et végétales (72%) et **la disparition de « milieux aquatiques »** (70%) constituent les quatre problèmes les moins perçus des Français, du moins dans leur région de résidence.

Cette perception des problèmes liés à l'eau varie selon les profils considérés. D'une manière générale, on observe que les moins de 35 ans perçoivent encore moins que la moyenne des Français les problèmes qui peuvent se poser près de chez eux. Ainsi, pour plus des trois quarts d'entre eux, la disparition des milieux aquatiques (76% contre 70% en moyenne), d'espèces animales ou végétales (82% contre 72%) ou encore d'éventuels problèmes liés à l'alimentation en eau potable (80% contre 74%) ne concernent pas la région dans laquelle ils résident. De la même façon, les personnes vivant au sein de l'agglomération parisienne se révèlent elles aussi assez peu concernées par ces problématiques liées à l'eau en considérant systématiquement plus que la moyenne que ces questions se posent peu en Ile-de-France, avec des écarts à la moyenne de 5 à 18 points sur la pollution des lacs et des rivières.

En outre, **ce rapport aux problèmes liés à l'eau est très inégal entre les sept bassins.** Assez logiquement compte tenu des précédents enseignements, c'est dans le bassin Seine-Normandie (qui intègre l'agglomération parisienne) et dans ceux d'Artois-Picardie et dans une moindre mesure de Rhin-Meuse que les habitants se sentent les moins concernés par ces sujets quels qu'ils soient. A contrario, dans les bassins Adour-Garonne et Rhône-Méditerranée, le sentiment d'être concerné par ces différentes problématiques liées à l'eau est plus conséquent notamment en ce qui concerne la sécheresse (respectivement 69% et 59% contre 50% en moyenne), la pollution des lacs et des rivières (50% et 52% contre 44% en moyenne) ou encore la qualité des eaux de baignades (43% et 44%). Dans les bassins Loire-Bretagne et Corse, les perceptions varient en fonction des types de problèmes suggérés.

La notoriété de différents termes liés à l'eau

Question : Je vais vous citer différents termes. Pour chacun d'eux, dites-moi si c'est un terme que vous connaissez bien, dont vous avez entendu parler mais dont vous ignorez la signification exacte ou un terme qui concerne uniquement les spécialistes ?



La notoriété de différents termes liés à l'eau

- Le détail par bassin : « récapitulatif : Connait bien » -

Question : Je vais vous citer différents termes. Pour chacun d'eux, dites-moi si c'est un terme que vous connaissez bien, dont vous avez entendu parler mais dont vous ignorez la signification exacte ou un terme qui concerne uniquement les spécialistes ?

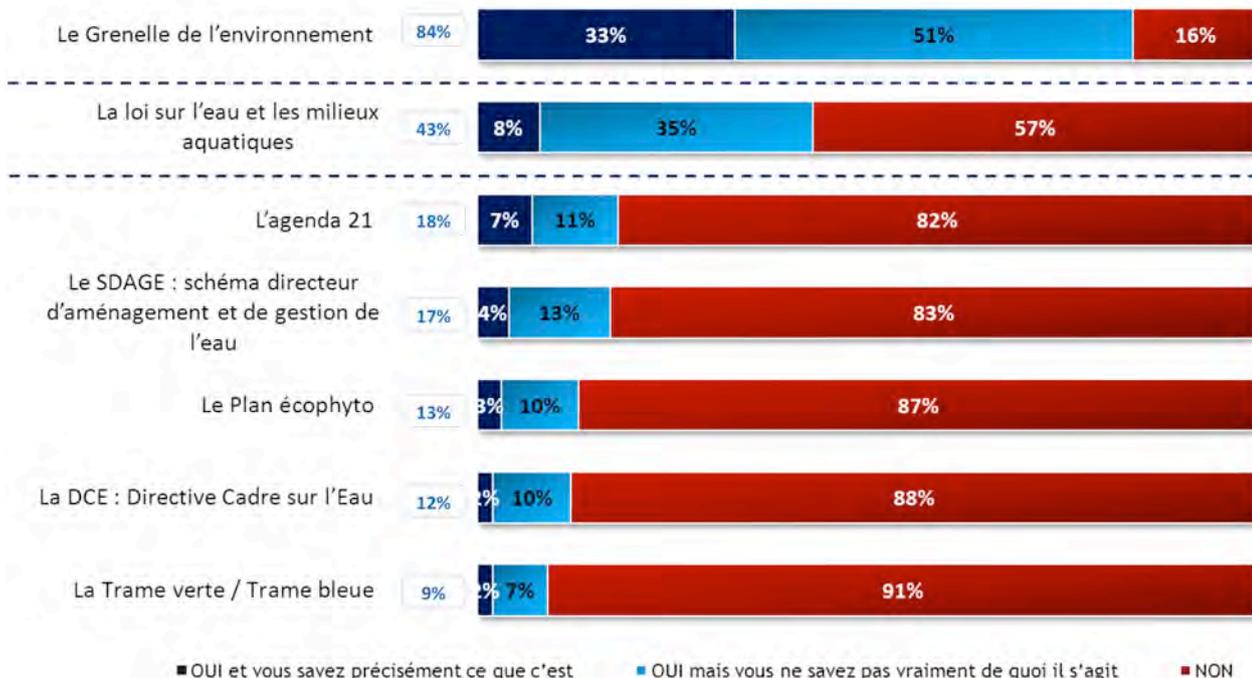
	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
Les nappes phréatiques	59	62	61	57	57	58	61	56
Les milieux aquatiques	50	56	48	58	41	48	53	46
La biodiversité	45	48	48	40	43	38	49	41
Les poissons migrateurs	37	39	30	42	40	33	38	38
Les zones humides	35	42	36	45	35	30	40	26
L'assainissement non collectif	30	35	29	27	35	21	35	20
Les frayères	21	27	16	18	26	21	20	15
Les aires de captage	18	20	14	25	16	17	26	12
Le bassin versant	15	18	12	15	15	15	19	8
Les perturbateurs endocriniens	11	9	8	12	10	13	14	12
L'effacement de barrages	7	8	6	9	7	11	7	7
L'hydromorphologie des cours d'eau	7	7	4	10	8	6	10	7

Remarque : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

La notoriété des grands programmes d'action

Question : Afin de préserver l'environnement et les ressources naturelles, de grands programmes d'actions sont actuellement mis en œuvre. Pour chacun d'eux, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?

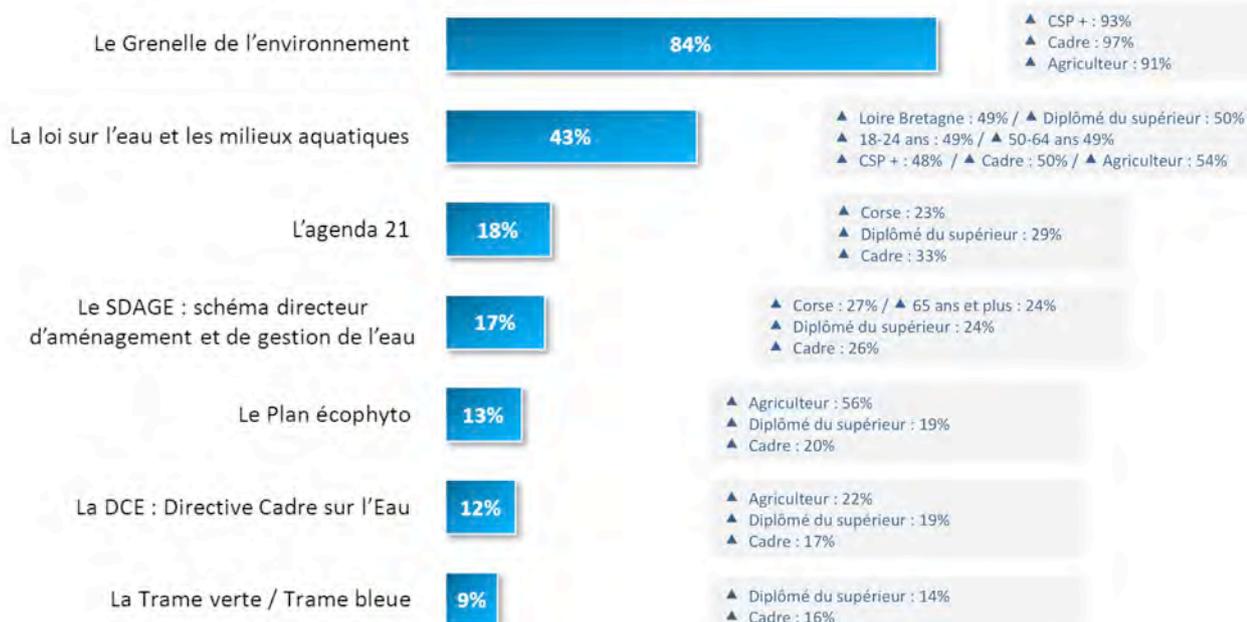
TOTAL « OUI »



La notoriété des grands programmes d'action

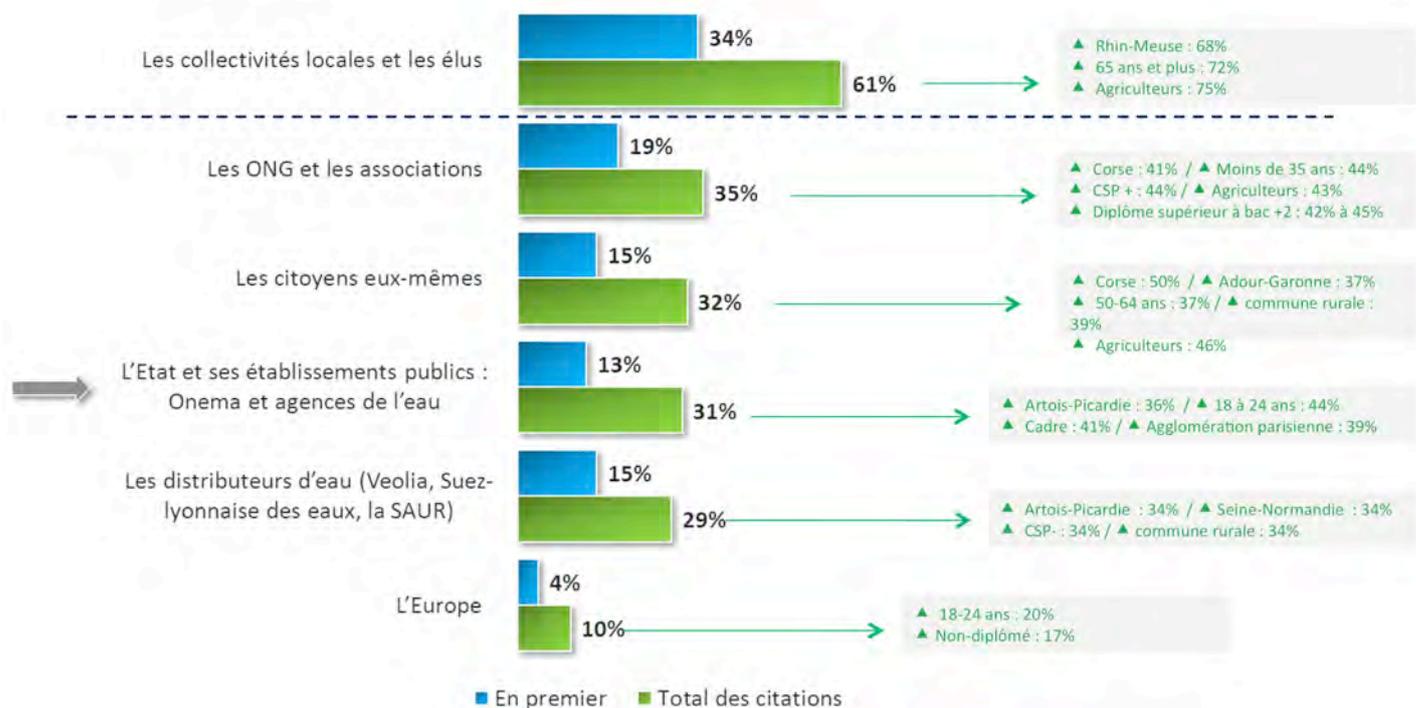
- Le détail : récapitulatif Total « OUI » -

Question : Afin de préserver l'environnement et les ressources naturelles, de grands programmes d'actions sont actuellement mis en œuvre. Pour chacun d'eux, dites-moi si vous en avez déjà entendu parler ?



Les acteurs qui inspirent le plus confiance en matière de gestion de l'eau

Question : Parmi cette liste, à qui faites-vous le plus confiance en matière de gestion de l'eau ? En premier ? En second ?



Une connaissance diffuse des termes et/ou programmes liés à l'eau. Le Grenelle de l'environnement le plus connu, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques en 2^{ème} position.

Lorsqu'il s'agit de mesurer la notoriété de termes ou de programmes traditionnellement utilisés quand on aborde la thématique de l'eau, on remarque qu'à quelques exceptions près, la connaissance des expressions utilisées est assez diffuse au sein du grand public.

Plusieurs termes se révèlent toutefois assez familiers, les trois quarts des Français en ayant a minima entendu parler. Parmi ceux-ci figurent « les nappes phréatiques » (*connues à hauteur de 93% dont 59% qui connaissent bien sa définition*), les milieux aquatiques (*90% dont 50% « connaît bien »*), la biodiversité (*89%, dont 45% « connaît bien »*), les poissons migrateurs (*81%*), les zones humides (*80%*) et l'assainissement non-collectif (*74%*). Sur ces trois derniers termes toutefois, si la présence à l'esprit est majoritaire, la définition est floue (*44% à 45% en ont seulement entendu parler*).

Les autres termes sont en revanche plutôt associés au vocabulaire des experts et peu connus du grand public. Ainsi, les termes de « bassin versant » (*57%*), « frayères » (*57%*), « effacement des barrages » (*63%*), « perturbateurs endocriniens » (*66%*) et « hydromorphologie des cours d'eau » (*70%*) sont très majoritairement perçus comme étant du ressort des experts du secteur de l'eau.

De manière assez classique sur ce genre de questions de connaissance, certains segments de population dévoilent systématiquement une meilleure appropriation que la moyenne.

S'agissant des différents grands programmes d'action actuellement mis en œuvre, leur notoriété au sein du grand public est restreinte. Loin devant les autres programmes existants, le Grenelle de l'environnement, largement médiatisé depuis quelques années se révèle être le plus connu avec une notoriété qui s'établit à 84%. Dans le détail, un tiers des Français déclare savoir précisément de quoi il s'agit et une majorité (*51%*) en a entendu parler mais ne sait pas vraiment ce que c'est.

Avec une notoriété de 43% (*dont 35% qui peinent à en donner une définition claire*), la loi sur l'eau et les milieux aquatiques se positionne au deuxième rang des programmes les mieux connus des Français.

Les collectivités locales et les élus : premier acteur « de confiance » pour la gestion de l'eau

Les autres programmes soumis aux personnes interrogées recueillent quant à eux des niveaux de connaissance plus circonscrits. Si l'agenda 21 et le SDAGE avec respectivement 18% et 17% de notoriété sont ceux qui s'en sortent le mieux, le plan Ecophyto (13%), la DCE (*Directive cadre sur l'eau*) (12%) et la Trame verte ou bleue (9%) sont peu parlants pour le grand public.

Tandis qu'au global de l'échantillon la notoriété de ces programmes est toute relative, certains segments de population se révèlent être particulièrement au fait, au premier rang desquels les agriculteurs qui font preuve d'une bien meilleure connaissance que la moyenne notamment sur trois programmes, peu connus du grand public : la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (54%, +9 points), le plan Ecophyto (56%, +43 points) et la DCE (22%, +10 points). Les Corses apparaissent quant à eux être plus familiers que la moyenne de l'agenda 21 (23%, +5 points) et du SDAGE (27%, +10 points). Enfin, et de manière plus globale, les personnes les plus diplômées expriment une meilleure connaissance que la moyenne des Français.

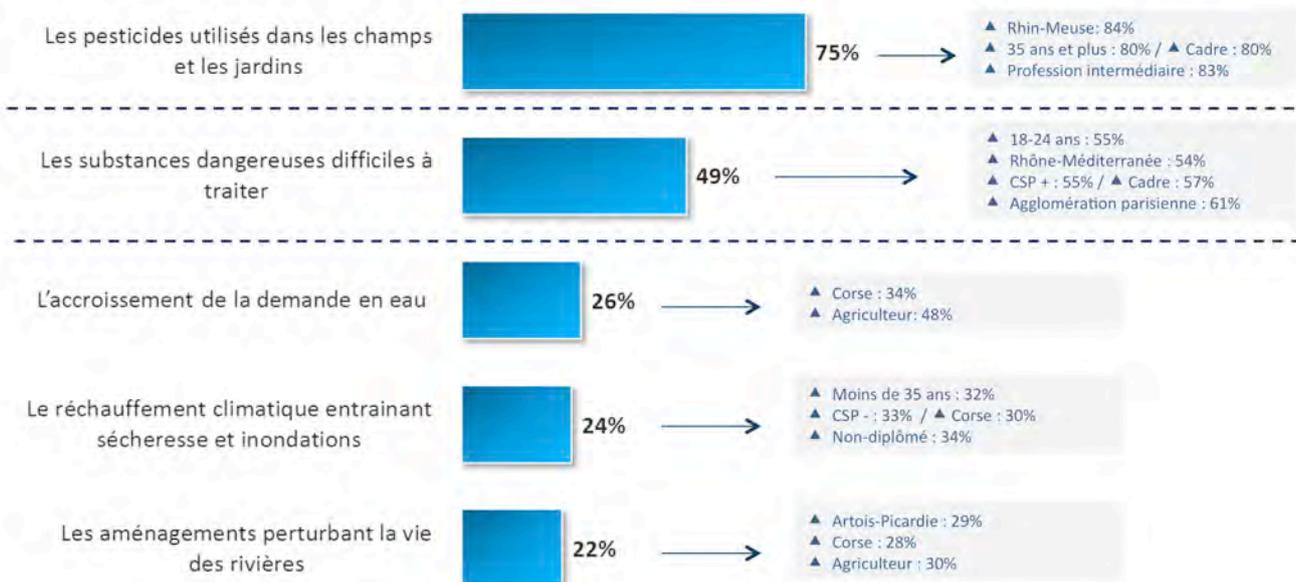
En matière de gestion de l'eau, c'est aux collectivités et aux élus que les Français font le plus confiance loin devant les autres acteurs du secteur (61% de citations ; 75% chez les agriculteurs). Parmi les cinq autres acteurs testés, quatre sont ensuite cités dans des proportions similaires : les ONG (35%), les citoyens (32%), l'Etat et ses établissements publics (31%) et les distributeurs d'eau (29%). En fin de classement, l'Europe n'apparaît clairement pas comme un acteur de confiance en ce qui concerne cette question de la gestion de l'eau (10% de citations).

Les différentes causes perçues de la dégradation des ressources en eau

- Les pesticides perçus comme la principale cause de la dégradation de l'état de l'eau des rivières (75%).
- Les constructions dans les zones à risques (69%), l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols (62%), causes des inondations corrélées à l'action de l'Homme.

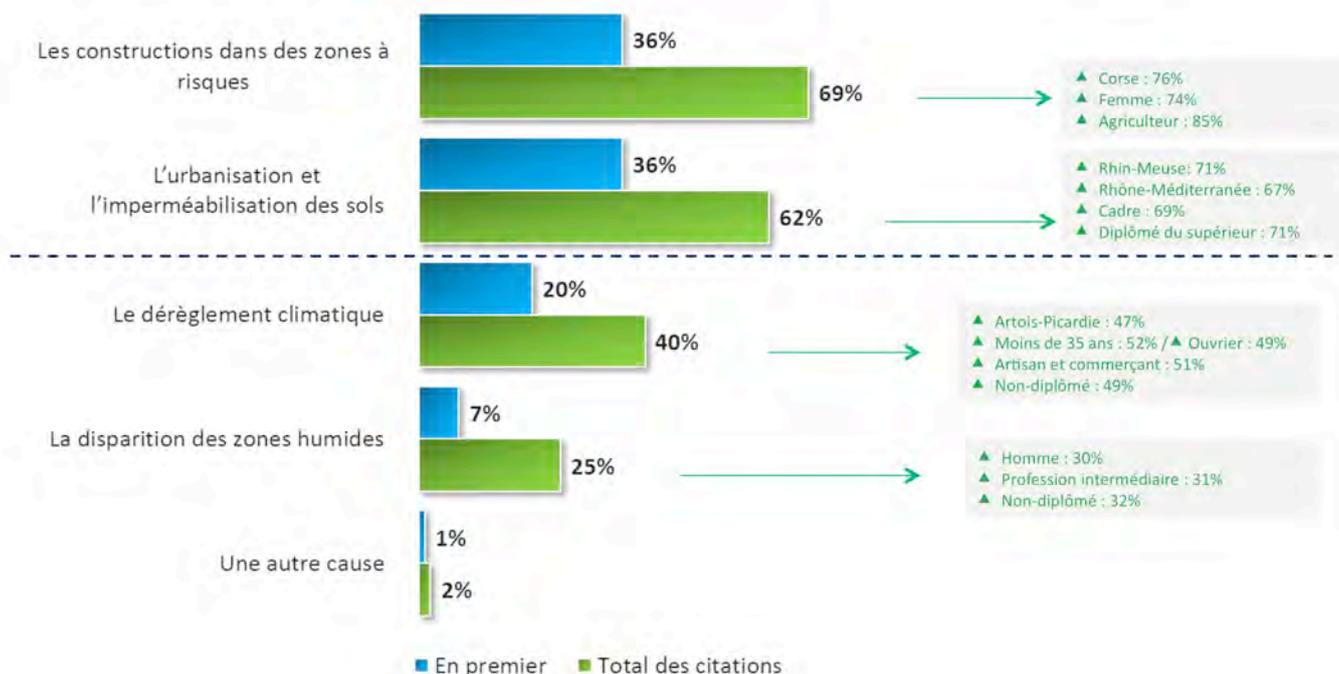
Les principales causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières

Question : Parmi les différentes causes de dégradation de l'état de l'eau des rivières suivantes, quelles sont, selon vous, les deux principales ... ?



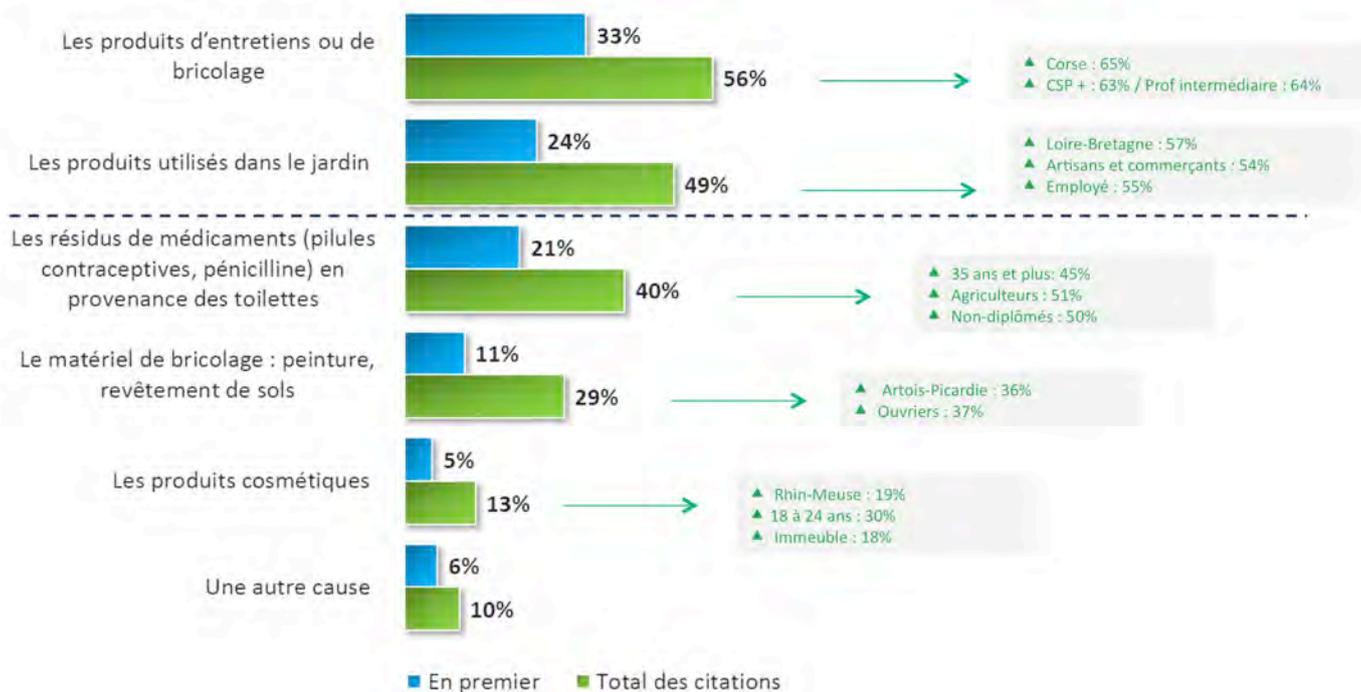
Les principales causes d'inondation perçues

Question : Les phénomènes d'inondations se sont multipliés ces dernières années. Parmi les principales causes d'inondation perçues, quelle est selon vous la principale ? Et ensuite ?



Les principales causes perçues de pollution de l'eau liées à des usages domestiques

Question : Quelle est selon vous, parmi la liste suivante, la principale cause de pollution de l'eau liée aux usages domestiques ? En premier ? Et ensuite ?



Des causes multiples pour la dégradation des ressources en eau, le plus souvent liées à l'action directe de l'Homme.

Les pesticides perçus comme la principale cause de la dégradation de l'état de l'eau des rivières ; les constructions dans les zones à risques et l'urbanisation, imperméabilisation des sols , causes des inondations corrélées à l'action de l'Homme.

Pour les trois quarts des Français, les pesticides utilisés dans les champs et les jardins sont les principales causes de la dégradation de l'état de l'eau des rivières (*un jugement encore plus partagé par les habitants du bassin Rhin-Meuse ; 84%*) **devant les substances dangereuses difficiles à traiter, citées à hauteur de 49%**, davantage incriminées par les habitants de l'agglomération parisienne (61%).

Pour environ un quart des Français, l'accroissement de la demande en eau (26% ; 48% chez les agriculteurs), le réchauffement climatique (24%) et les aménagements perturbant la vie des rivières (22% ; 30% chez les agriculteurs) expliquent en partie la dégradation de la qualité des eaux des rivières.

En ce qui concerne les causes des inondations, les Français en privilégient surtout deux, fortement corrélées à l'action de l'Homme : les constructions dans les zones à risques (69% ; 85% chez les agriculteurs et 76% chez les Corses) **et l'urbanisation et l'imperméabilisation des sols** (62% ; 71% dans le bassin Rhin-Meuse et 67% en Rhône-Méditerranée). Le dérèglement climatique n'est ensuite cité qu'à hauteur de 40% (52% pour les moins de 35 ans) et la disparition des zones humides à 25%.

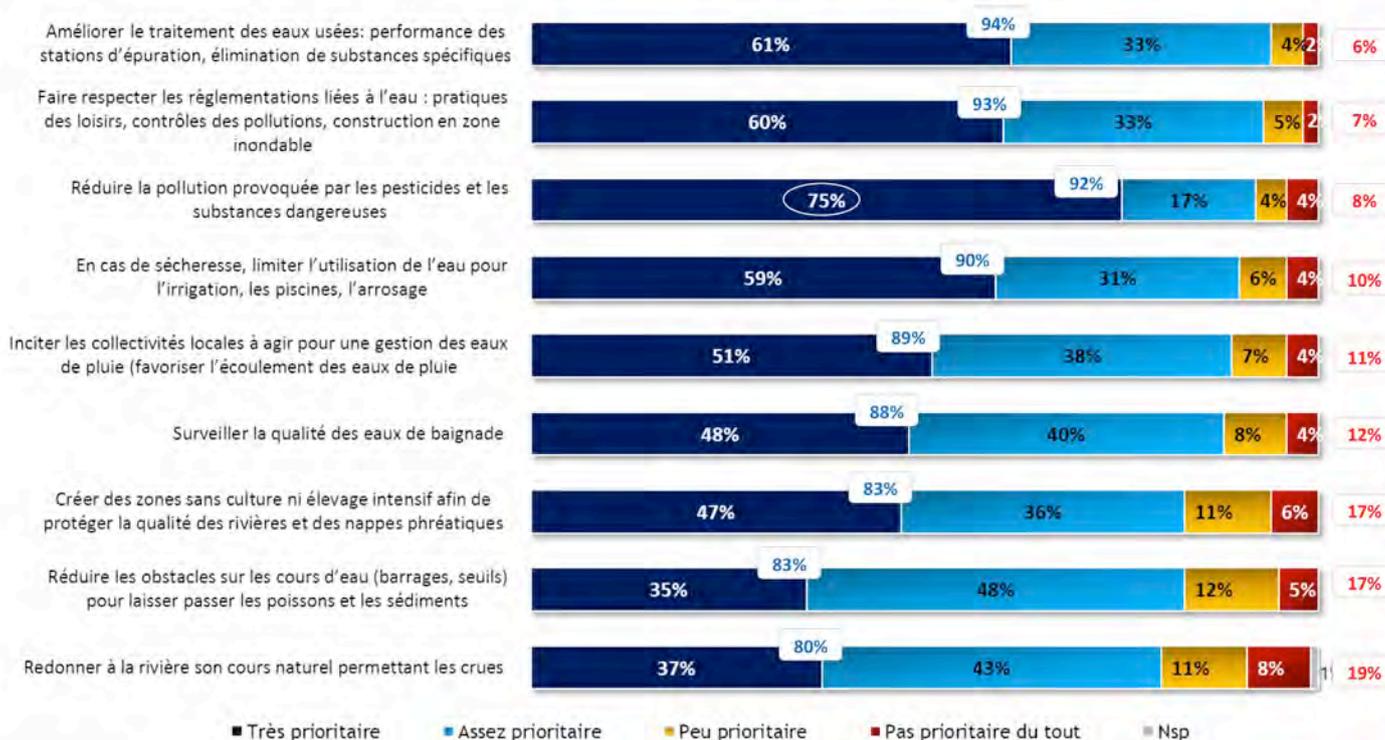
Pour les principales causes perçues de pollution liées aux usages domestiques, là encore, les Français en perçoivent deux principales, avec d'une part les produits d'entretiens ou de bricolage (56%, surtout cités en Corse ; 65%) **et d'autre part les produits utilisés pour le jardin** (49% ; 57% en Loire-Bretagne). Au second plan, les Français évoquent les résidus de médicaments en provenance des toilettes (40%), une cause particulièrement mise en avant par les agriculteurs (51%) et dans des proportions moindres les cosmétiques (13%) ou encore le matériel de bricolage (29% ; 36% en Artois-Picardie).

Les actions prioritaires en matière de gestion de l'eau et de préservation des ressources

- En matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques, les chantiers sont tous jugés prioritaires et perçus comme nombreux et variés.
- La sensibilisation des différents publics est jugée la plus efficace pour le respect et la bonne gestion de l'eau et des ressources (41%).

Les actions jugées prioritaires dans le domaine de l'eau

Question : Pour chacune des phrases suivantes, dites-moi si vous estimez que l'action citée est prioritaire ou non ?



Les actions jugées prioritaires dans le domaine de l'eau - Le détail par bassin : « récapitulatif : Très prioritaire » -

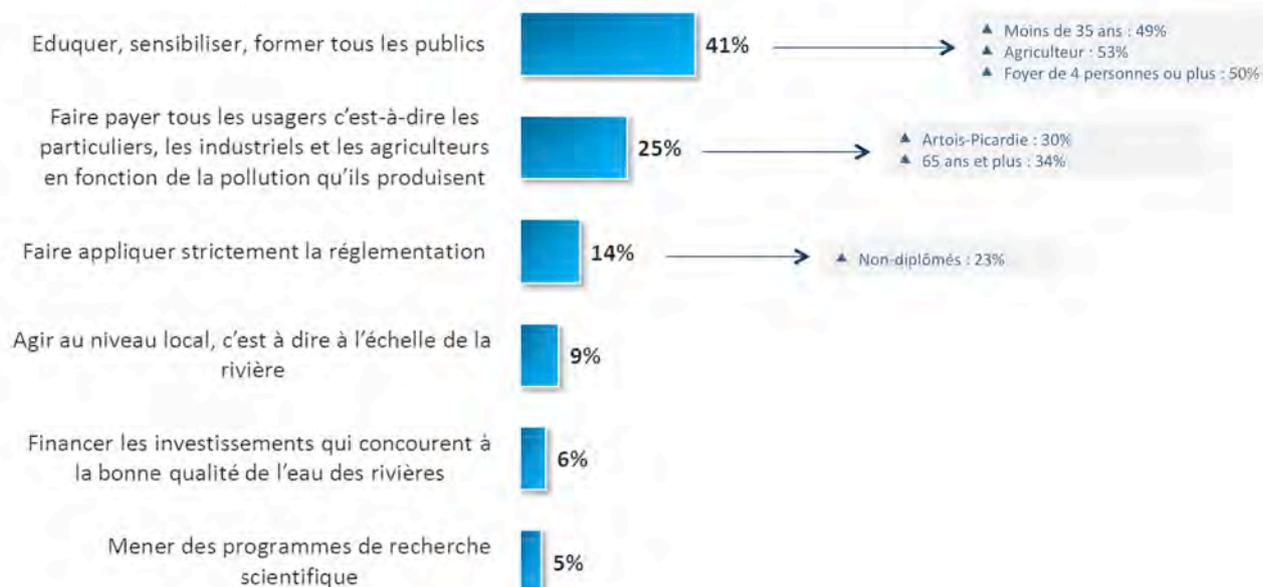
Question : Pour chacune des phrases suivantes, dites-moi si vous estimez que l'action citée est prioritaire ou non ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
Réduire la pollution provoquée par les pesticides et les substances dangereuses	75	79	73	86	72	69	67	81
Améliorer le traitement des eaux usées: performance des stations d'épuration, élimination de substances spécifiques	61	59	53	84	68	64	58	62
Faire respecter les réglementations liées à l'eau : pratiques des loisirs, contrôles des pollutions, construction en zone inondable	60	60	61	78	63	55	57	58
En cas de sécheresse, limiter l'utilisation de l'eau pour l'irrigation, les piscines, l'arrosage	59	65	58	73	54	55	53	62
Inciter les collectivités locales à agir pour une gestion des eaux de pluie (favoriser l'écoulement des eaux de pluie)	51	55	45	74	51	47	49	53
Surveiller la qualité des eaux de baignade	48	47	50	67	44	51	49	51
Créer des zones sans culture ni élevage intensif afin de protéger la qualité des rivières et des nappes phréatiques	47	49	46	47	39	40	43	53
Redonner à la rivière son cours naturel permettant les crues	37	40	49	58	38	39	37	31
Réduire les obstacles sur les cours d'eau (barrages, seuils) pour laisser passer les poissons et les sédiments	35	37	42	44	37	34	32	32

Remarque : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

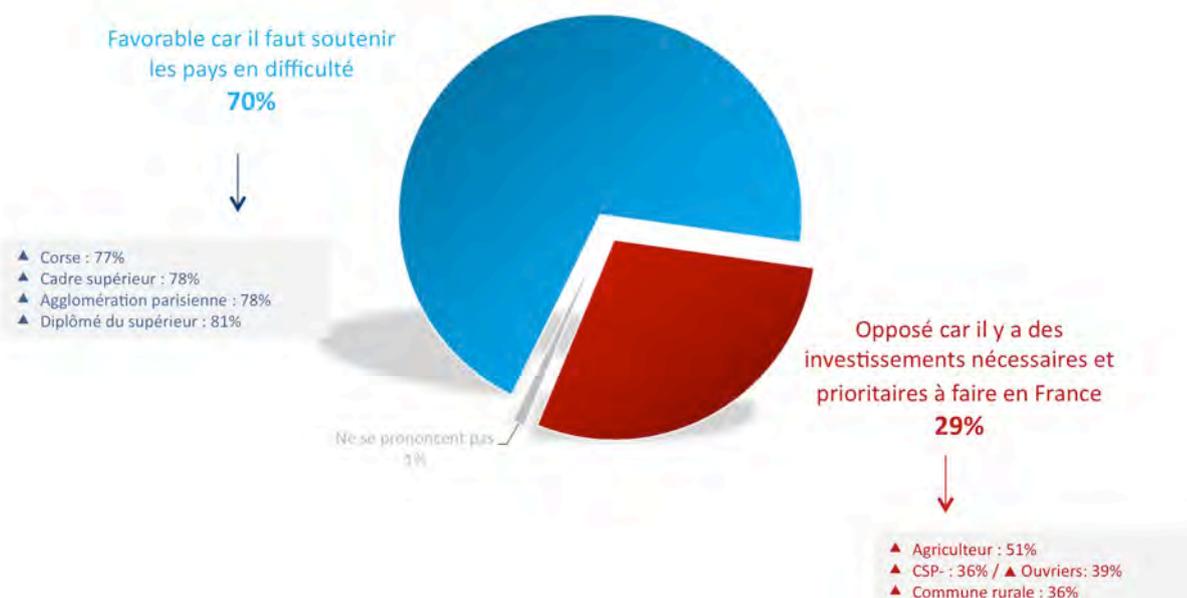
Les actions prioritaires pour garantir une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques

Question : Selon vous, pour garantir une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques en France, il faut en priorité... ?



Le jugement sur la loi permettant aux collectivités de soutenir le développement des initiatives locales dans les pays défavorisés

Question : La législation propose aux collectivités de consacrer 1% de leur budget dédié à la gestion de l'eau pour soutenir des initiatives locales d'accès à l'eau potable et d'assainissement dans les pays de l'hémisphère sud. Y êtes-vous ... ?



En matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques, les chantiers sont tous jugés prioritaires et perçus comme nombreux et variés. La sensibilisation des différents publics est jugée la plus efficace pour le respect et la bonne gestion de l'eau et des ressources.

Dans leur ensemble, les actions relatives au domaine de l'eau soumises au jugement des personnes interrogées sont toutes considérées très majoritairement prioritaires (80% à 94% de citations).

Les actions ayant trait à l'amélioration de la qualité de l'eau figurent en très bonne position dans cette hiérarchie des causes prioritaires. Ainsi, le traitement des eaux usées se place en première position avec 94% de jugements prioritaires (dont 61% « très prioritaire ») et la réduction des pollutions de l'eau par les pesticides et les substances dangereuses se positionne en troisième avec une proportion sur le « très prioritaire » particulièrement élevée (75% de citations). Les deux autres actions inhérentes à cette thématique de la qualité de l'eau arrivent en seconde partie de classement avec toutefois des scores toujours très conséquents : la surveillance de la qualité des eaux de baignades (88% dont 48% « très prioritaire ») et la création de zones sans culture ni élevage intensif pour protéger la qualité des rivières et des nappes phréatiques (83% dont 47% « très prioritaire »).

Les trois actions relatives à la réglementation et à la législation font également bonne figure dans ce classement. Ainsi, pour 93% des personnes interrogées, le respect des réglementations liées à l'eau est une priorité (dont 60% « très prioritaire »), suivi à hauteur respective de 90% et 89% de l'instauration en cas de sécheresse de limites dans l'utilisation de l'eau et du développement de mesures en direction des collectivités pour les inciter à investir dans la gestion des eaux de pluie.

Les deux autres mesures relatives à la préservation des ressources et des cours d'eau apparaissent en fin de classement en dépit d'un niveau de priorité perçu très élevé : réduire les obstacles sur les cours d'eau pour laisser passer les poissons et les sédiments (83% dont 35% « très prioritaire ») et redonner à la rivière son cours naturel pour permettre les crues (80%, dont 37% « très prioritaire »).

Si sur les actions qui doivent être menées en priorité, on observe que les Français **peinent à dessiner une réelle hiérarchie des besoins** les plus immédiats en les évaluant tous prioritaires, en revanche sur les moyens à mettre pour y parvenir, les choses sont beaucoup plus claires. En effet, **pour 41% des personnes interrogées c'est en éduquant et en sensibilisant les différents publics qu'une bonne gestion de l'eau et des ressources pourra se faire** (53% chez les agriculteurs et 49% pour les moins de 35 ans). Pour un quart des répondants, ces objectifs seront atteints en faisant payer tous les usagers, du particulier aux professionnels en fonction de la pollution produite par chacun (25%).

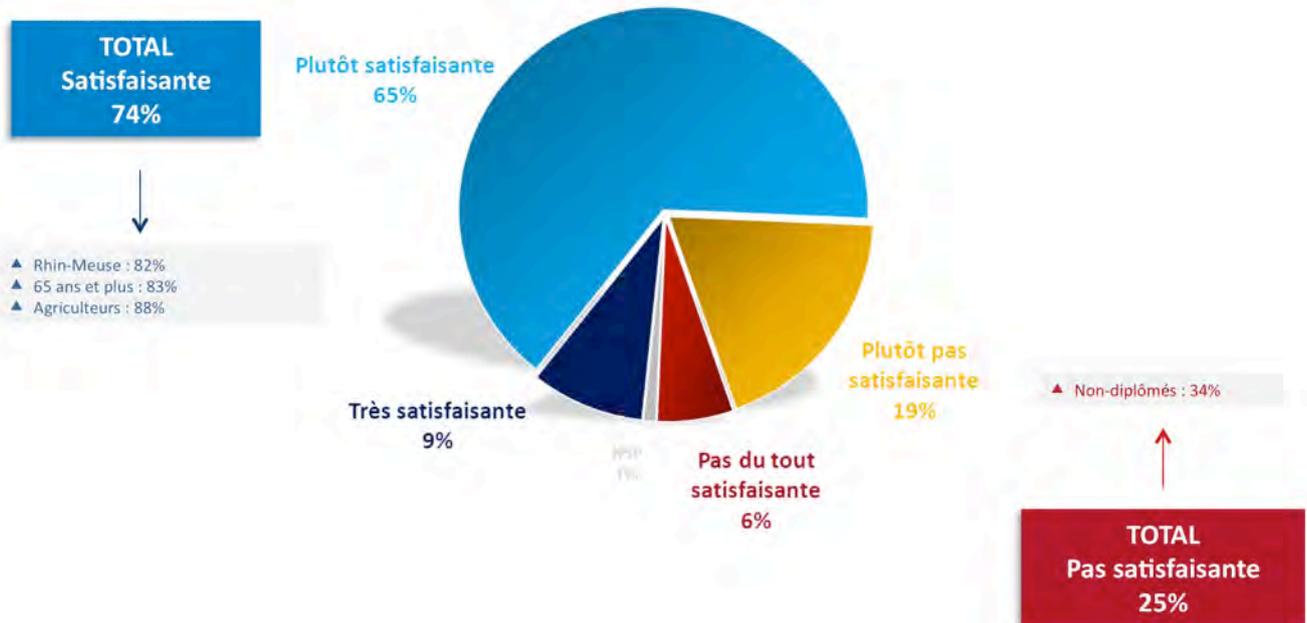
Les autres moyens apparaissent plus secondaires. 14% se prononcent en faveur d'un respect plus strict de la réglementation, 9% préconisent d'agir localement à l'échelle de la rivière, 6% souhaitent financer les investissements améliorant la qualité de l'eau des rivières et 5% évoquent le développement de programmes de recherches scientifiques.

La satisfaction globale et détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa propre région

- La satisfaction à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région est majoritairement positive (74%).

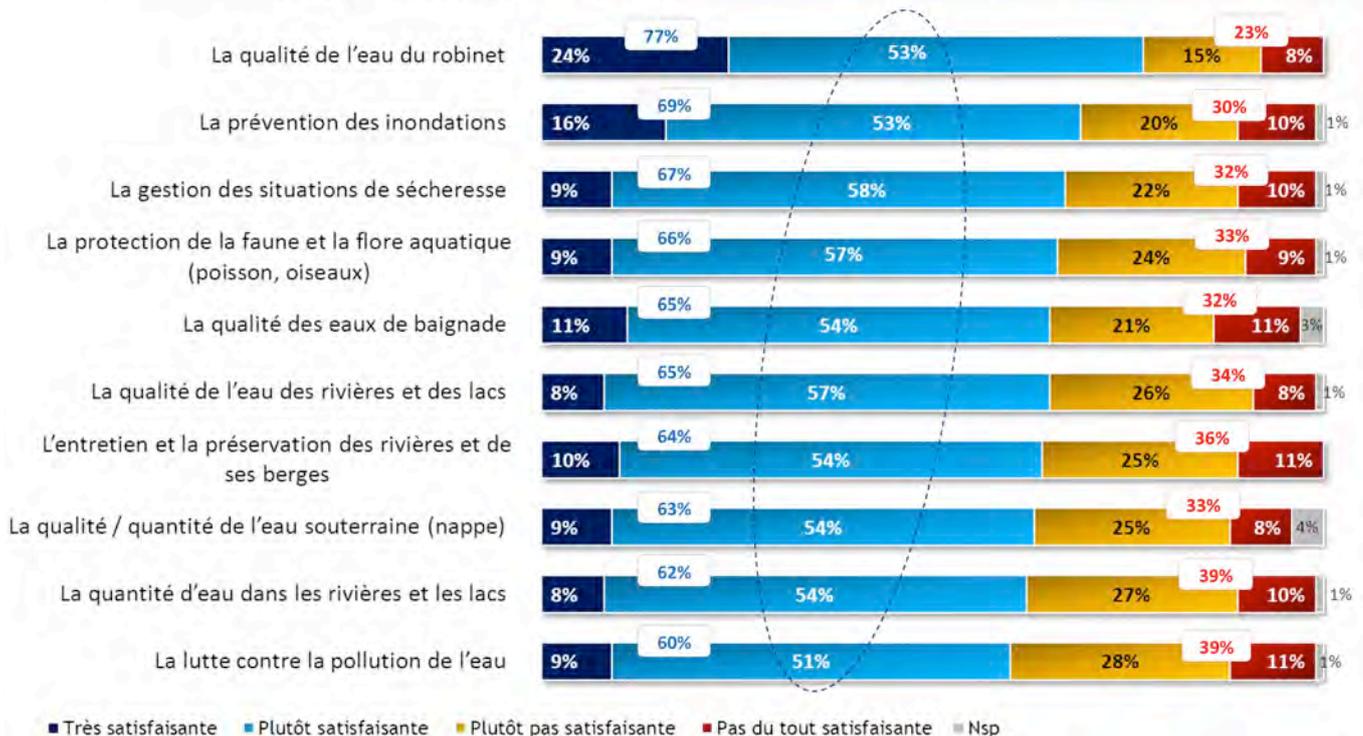
La satisfaction globale à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région

Question : D'une manière générale, considérez-vous que la gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans votre région est... ?



La satisfaction détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région

Question : Et plus précisément, en ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?



La satisfaction détaillée à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région - Le détail par bassin : « récapitulatif : Satisfaisante » -

Question : Et plus précisément, en ce qui concerne chacun des aspects suivants, diriez-vous que la situation dans votre région est très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout satisfaisante ?

	ENSEMBLE	Loire-Bretagne	Artois-Picardie	Corse	Adour-Garonne	Rhin-Meuse	Rhône-Méditerranée	Seine-Normandie
La qualité de l'eau du robinet	77	78	71	79	80	79	81	73
La prévention des inondations	69	68	62	53	67	77	67	70
La gestion des situations de sécheresse	67	66	72	58	51	78	68	69
La protection de la faune et la flore aquatique (poisson, oiseaux)	66	68	69	74	64	74	69	61
La qualité des eaux de baignade	65	66	60	88	73	69	69	56
La qualité de l'eau des rivières et des lacs	65	65	66	84	64	72	68	58
L'entretien et la préservation des rivières et de ses berges	64	65	55	61	61	76	63	64
La qualité / quantité de l'eau souterraine (nappe)	63	59	67	78	51	73	67	62
La quantité d'eau dans les rivières et les lacs	62	57	69	69	48	72	59	67
La lutte contre la pollution de l'eau	60	61	61	64	57	72	58	57

Remarque : Les cases remplies en vert ou en rouge symbolisent des scores supérieurs et inférieurs à la moyenne. Lorsque les cases sont blanches, cela signifie que le résultat se situe dans la moyenne.

La satisfaction à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région est majoritairement positive.

La satisfaction à l'égard de la gestion de l'eau dans sa région est forte, les trois quarts des personnes interrogées se déclarant satisfaites (74%). **Toutefois, ce jugement apparaît modéré** : moins d'un interviewé sur dix (9%) estime que cette gestion est « très » satisfaisante contre une forte majorité qui la qualifie de « plutôt » satisfaisante (65%).

Dans le détail des résultats, certaines catégories font montre d'une satisfaction particulièrement prononcée, à l'image des agriculteurs (88%), des personnes âgées de 65 ans et plus (83%) ainsi que des habitants du bassin Rhin-Meuse (82%). A l'inverse, les non-diplômés se révèlent être les moins satisfaits de la manière dont sont gérés l'eau et les milieux aquatiques dans son environnement proche (34% contre 25% en moyenne).

En ce qui concerne la satisfaction à l'égard de différents aspects relatifs à la gestion régionale de l'eau, il convient de noter qu'à l'image de la satisfaction globale, les opinions sont très majoritairement positives, bien qu'assez peu constituées. En effet, pour chacun des aspects testés, la proportion d'interviewés se déclarant « plutôt satisfaite » est comprise entre 51% et 58%.

Certains aspects jouissent d'une satisfaction élevée, au premiers rang desquels la qualité de l'eau du robinet émerge : près d'un quart de la population (24%) affirme être « très satisfait » à cet égard, quand ce taux atteint 16% pour la prévention des inondations. Si ces deux aspects se détachent sensiblement, les autres dimensions enregistrent des niveaux de satisfaction assez similaires, oscillant entre 60% et 67%, signe probable d'une assez grande approximation de l'opinion sur ces dimensions détaillées relatives à la gestion de l'eau.

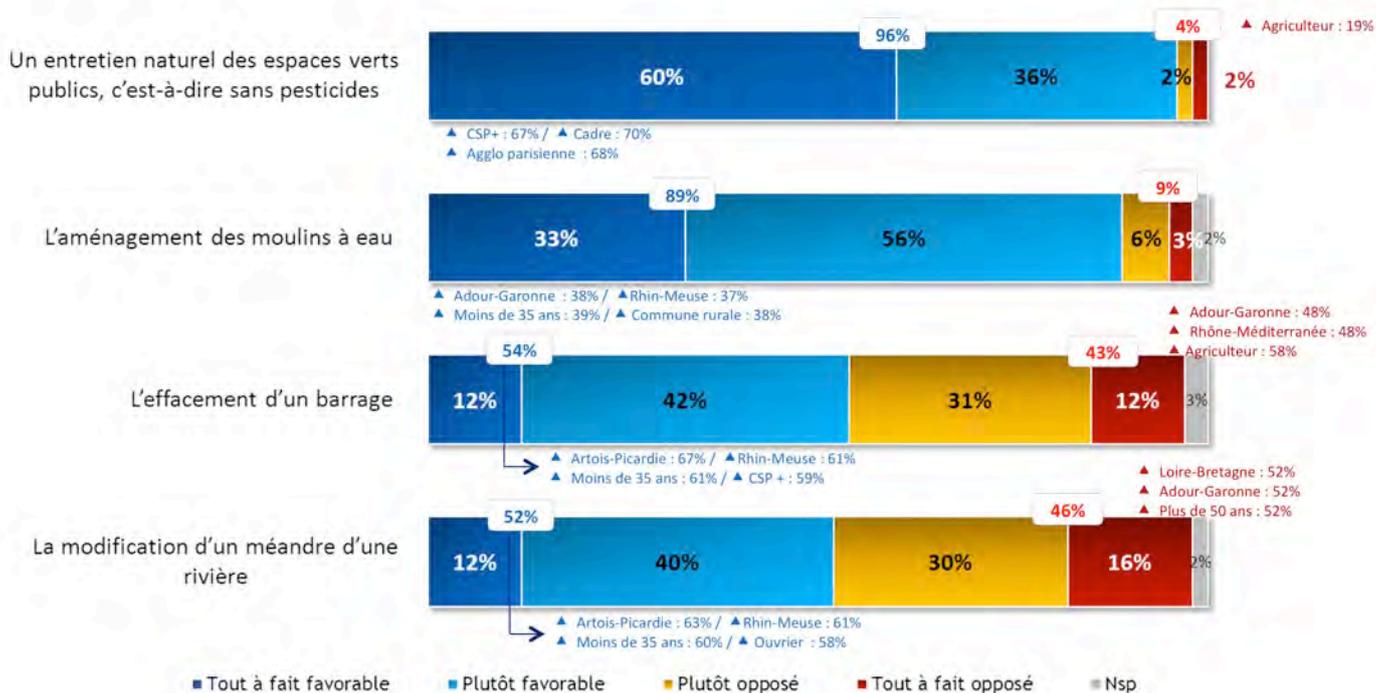
Si la satisfaction détaillée à l'égard des différents aspects de la gestion de l'eau affichée par les habitants des différents bassins est toujours majoritaire, des écarts à la moyenne s'observent : les interviewés appartenant aux bassins Rhin-Meuse et Corse se montrent les plus enthousiastes à l'égard de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques de leur région (*à l'exception notable de la gestion des situations de sécheresse en Corse*), alors que les personnes issues des bassins Seine-Normandie et Artois-Picardie affichent une satisfaction moindre. Enfin, les habitants des bassins Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne présentent des niveaux de satisfaction similaires à ceux observés en moyenne.

La propension au changement et à l'investissement personnel

- Une adhésion majoritaire aux pratiques pouvant améliorer la préservation des ressources en eau.
- L'entretien naturel des espaces verts publics constitue une mesure envers laquelle la quasi-totalité de la population se montre favorable (96%), de même que, dans une moindre mesure l'effacement de barrages (54%) et la restitution de méandres de rivières (52%).
- Les personnes interrogées indiquent respecter les limitations d'eau (95%) et adopter des comportements d'achat pouvant favoriser la préservation des ressources en eau (60%).

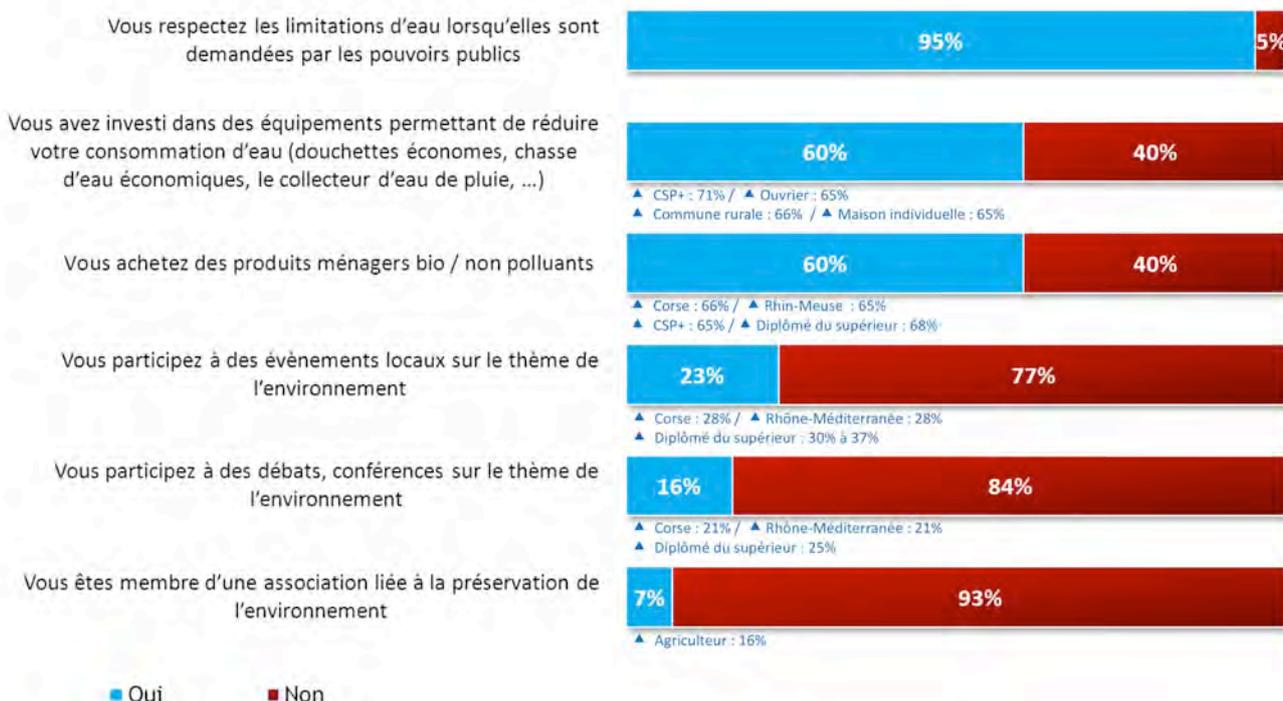
L'adhésion à différents aménagements sur le paysage favorables à la préservation des ressources en eau

Question : Afin de participer à la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques, seriez-vous favorable ou opposé à différents aménagements qui modifieraient le paysage de votre commune ou de votre département, tel que... ?



L'investissement personnel dans des actions en faveur de la préservation des ressources en eau

Question : Pour chacun des comportements suivants, dites-moi s'il s'applique ou non à vous ?



Une adhésion majoritaire aux pratiques pouvant améliorer la préservation des ressources en eau.
L'entretien naturel des espaces verts publics constitue une mesure envers laquelle la quasi-totalité de la population se montre favorable, de même que, dans une moindre mesure l'effacement de barrages et la restitution de méandres de rivières.

Les possibilités d'aménagements sur le paysage afin d'améliorer la préservation des ressources en eau rencontrent des niveaux d'adhésion divers. **L'entretien naturel des espaces verts publics constitue une mesure envers laquelle la quasi-totalité de la population se montre favorable**, réunissant l'adhésion de 96% des personnes interrogées (*dont 60% « tout à fait favorables »*). Un très fort taux d'agrément s'observe également à l'égard de l'aménagement des moulins à eau (89%). Les deux autres mesures testées, apparaissent plus clivantes et ce, bien qu'une majorité de répondants se prononce favorablement à leur mise en place : 54% des interviewés expriment leur accord avec l'effacement d'un barrage et 52% avec une modification des méandres d'une rivière.

Des écarts importants émergent en fonction du lieu d'habitation, de l'âge et de la profession des personnes interrogées. On remarque ainsi que les agriculteurs se montrent davantage que la moyenne opposés à la mise en place d'un entretien naturel des espaces verts (19% contre 4%) ainsi qu'à l'effacement de barrages (58% contre 43%). Notons que sur cette dernière dimension, les habitants des bassins comptant un barrage électrique sur leur territoire présentent une proportion de personnes opposées à la disparition de ces barrages supérieure à la moyenne. C'est le cas en Adour-Garonne et en Rhône-Méditerranée où 48% d'interviewés n'y sont pas favorables contre 43% en moyenne. D'une manière générale, les habitants de Rhin-Meuse et les personnes âgées de moins de 35 ans adhèrent davantage que la moyenne à la mise en œuvre de ces propositions.

Le respect des limitations d'eau constitue un comportement bien intégré de la part des Français : 95% des interviewés déclarent suivre les recommandations des pouvoirs publics dans ce domaine. **Les personnes interrogées indiquent de plus adopter des comportements d'achat pouvant favoriser la préservation des ressources en eau**, qu'il s'agisse d'équipements permettant de réduire sa consommation d'eau (60%) ou d'achats de produits ménagers bio ou non polluant (60%). **En revanche, la participation à des événements locaux (23%) ou à des débats et conférences sur le thème de l'environnement (16%) concernent des parts nettement plus faibles de la population.** Enfin, moins d'une personne sur dix (7%) déclare appartenir à une association liée à la préservation de l'environnement.

Dans le détail des résultats, il apparaît que les catégories socioprofessionnelles les plus aisées effectuent davantage que la moyenne des achats responsables, en équipements domestiques (71% contre 60% en moyenne) comme en produits ménagers (65% contre 60%). Les habitants des bassins Rhin-Meuse et Corse ainsi que les diplômés de l'enseignement supérieur présentent quant à eux les plus forts taux de participation à des événements locaux et à des débats et conférences sur le thème de l'environnement. Par ailleurs, notons que 16% des agriculteurs se disent membres d'une association liée à la protection de l'environnement (contre 7% en moyenne).



BAROMÈTRE DE L'OPINION
**PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU
ET LES MILIEUX
AQUATIQUES**

**QU'EN
PENSENT
LES
FRANÇAIS**

Etude réalisée par l'IFOP pour :
**les agences de l'eau,
l'office national de l'eau et des milieux aquatiques
et le ministère du développement durable**

Echantillon de 3514 personnes, réparties comme suit :

- 602 personnes dans le bassin Loire-Bretagne
- 403 personnes dans le bassin Artois-Picardie
- 602 personnes dans le bassin Adour-Garonne
- 402 personnes dans le bassin Rhin-Meuse
- 603 personnes dans le bassin Seine-Normandie
- 601 personnes dans le bassin Rhône-Méditerranée
- 301 personnes en Corse

Au sein de chaque bassin, **la représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas** (sexe, âge, profession du chef de famille) **après stratification par région et catégorie d'agglomération.**

A l'issue du terrain d'enquête l'ensemble des résultats a été compilé et chaque bassin a été remis à son poids réel.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.

Dates de terrain :

Du 4 au 19 octobre 2011



BAROMÈTRE DE L'OPINION
**PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU
ET LES MILIEUX
AQUATIQUES**

**QU'EN
PENSENT
LES
FRANÇAIS**

CONTACTS PRESSE
pour les agences de l'eau et l'Onema

Céline Piquier /// 01 45 14 88 63 /// celine.piquier@onema.fr
Sylvie Brissot /// 01 41 20 18 08 /// brissot.sylvie@aesn.fr

